

Bulletin du FMI

L'AFRIQUE EN 2011

Hausse des investissements en perspective dans les pays émergents d'Afrique

par Shawn Ladd
Département Afrique du FMI
12 janvier 2011



Centrale géothermique à Naivasha, Kenya : les investissements énergétiques pourraient améliorer radicalement les perspectives de croissance de l'Afrique (photo: Antony Njuguna/Reuters)

- Les nouveaux partenaires commerciaux de l'Afrique en quête de possibilités d'investissement direct
- Les gérants d'actifs recherchent les pays qui inspirent confiance aux investisseurs
- Paramètres essentiels : une politique macroéconomique et un régime de change cohérents

Ayant fait la preuve de leur robustesse pendant la crise financière mondiale, les pays émergents d'Afrique sont en bonne posture pour 2011. On s'attend à un accroissement des investissements directs étrangers, en particulier de la part des nouveaux partenaires commerciaux de l'Afrique en Asie, et à un renforcement de la demande d'obligations africaines.

Cette diversification des sources de financement pour les investissements publics fort nécessaires serait bienvenue, mais encore faut-il que les pays aient des politiques macroéconomiques et des régimes de change cohérents pour faire face à l'afflux des capitaux, surtout s'ils ont été sujets à des problèmes d'endettement par le passé.

Progression des capitaux privés en perspective

Les mesures adoptées par les pays industrialisés, bien que nécessaires pour améliorer leurs propres perspectives de croissance, ont entraîné une chute des rendements sans précédent et parfois une forte hausse de la dette publique. Ces tendances, couplées aux perspectives de croissance vigoureuses dans nombre de pays émergents, incitent les investisseurs à étendre leurs horizons.

Les analystes économiques, les investisseurs et les médias sont à même de repérer les pays d'Afrique subsaharienne dont le bilan et les perspectives économiques inspirent confiance aux investisseurs, tels ceux qui composent le groupe dénommé « Afrique émergente » par [Steven Radelet](#), spécialiste de la mondialisation. (voir encadré 1).

Encadré 1**Les 17 pays émergents africains recensés par Radelet**

Pays qui ont affiché un taux de croissance économique par habitant supérieur à 2 % au cours de la période 1996–2008:

Afrique du Sud
Botswana
Burkina Faso
Cap-Vert
Éthiopie
Ghana
Lesotho
Mali
Maurice
Mozambique
Namibie
Ouganda
Rwanda
Saô Tomé-et-Príncipe
Seychelles
Tanzanie
Zambie

■ Beaucoup de ces pays envisagent de faire appel au marché international des capitaux pour financer d'ambitieux programmes de dépenses publiques.

À leur tour, une demi-douzaine de pays africains qui avaient l'intention de se présenter sur le marché international des capitaux avant que la crise n'éclate en 2008 sortent leurs projets des cartons, notamment en vue d'ambitieux programmes d'investissements dans les infrastructures. Cela contribuera directement à doter l'Afrique des infrastructures dont elle a cruellement besoin. La définition d'un rendement obligataire de référence aidera aussi à accélérer le développement des marchés de capitaux et des services financiers pour le secteur privé africain.

Ces perspectives de financement sont certes bienvenues, mais s'accompagnent d'au moins deux impératifs. Il faudra premièrement que les pays gèrent leur nouvel endettement avec soin, en ne faisant appel au marché que pour financer les projets à haut rendement, de manière à éviter le risque de futures crises. En second lieu, ces pays africains, comme bien d'autres pays émergents avant eux, devront faire en sorte que leur économie soit suffisamment robuste pour gérer des afflux de capitaux d'une volatilité sans précédent.

Nouvelles relations, nouveaux partenaires

Comme déjà noté dans l'édition d'octobre 2010 des [Perspectives économiques régionales de l'Afrique subsaharienne](#), le commerce africain se réoriente déjà vers les marchés des pays émergents dynamiques, notamment la Chine. Les échanges entre la Chine et l'Afrique se sont rapidement développés, augmentant en moyenne de 30 % par an au cours de la dernière décennie, et ont sans doute dépassé la barre des 100 milliards de dollars EU en 2010.

Ces nouveaux partenaires continueront à être très demandeurs des biens que l'Afrique peut fournir et seront à l'affût d'occasions d'y investir directement. Pour l'Afrique, il sera essentiel de conclure des accords équitables et durables avec de grandes sociétés multinationales et de faire le meilleur usage de cette manne, surtout lorsque leurs revenus proviennent de ressources non renouvelables (voir encadré 2).

Encadré 2

Tirer le meilleur parti de la manne

De hauts responsables fiscaux et financiers de 18 pays africains se sont réunis à Kampala, Ouganda au milieu de 2010 pour une conférence de deux jours sur la gestion des revenus pétroliers coparrainée par le programme norvégien Pétrole contre développement. À cette occasion, le Département des finances publiques du FMI (FAD) a présenté un manuel intitulé [The Taxation of Petroleum and Minerals: Principles, Problems and Practice](#) qui donne aux analystes et aux décideurs les fondements essentiels de la taxation des ressources naturelles.

L'initiative d'analyse financière des industries extractives (Fiscal Analysis of Resource Industries — FARI) du Département des finances publiques propose un ensemble unique de textes de lois et conventions sur les ressources naturelles du monde entier, couvrant une vaste gamme de produits. Les experts FARI utilisent cette base de connaissances pour établir des scénarios portant sur la production/les prix/les coûts, divers types de conventions fiscales ou financières, et les prévisions de recettes, afin que les autorités africaines puissent négocier des accords équitables, durables et compétitifs.

Face au nombre croissant de nouveaux projets d'exploitation des ressources naturelles en Afrique, l'Institut du FMI a organisé, en coopération avec la Banque d'Algérie, un [Séminaire de haut niveau sur les ressources naturelles](#) qui a rassemblé des universitaires, des représentants de la société civile et des responsables chevronnés des pays producteurs de ressources naturelles pour un examen sans complaisance du bilan, bon ou mauvais de la gestion des ressources naturelles. L'Institut du FMI en tirera un livre et propose déjà à l'intention des cadres des pays membres un nouveau cours sur la dimension macroéconomique de la gestion des ressources naturelles.

Avec l'appui des partenaires au développement, le FMI va fortement intensifier cette année ses services d'assistance technique pour la politique et l'administration fiscales et la gestion des ressources naturelles, grâce à l'ouverture de deux nouveaux fonds fiduciaires.

Financer le rattrapage dans le domaine des infrastructures

Avec de nouvelles ressources financières — les revenus exceptionnels provenant des ressources naturelles, l'accès récemment gagné au marché des capitaux, le surcroît d'effort fiscal ou un complément d'aide publique au développement — les pays africains peuvent entreprendre des investissements de fond. La mise en œuvre de projets d'investissement solides, surtout dans les domaines des transports et de l'énergie, pourrait améliorer de manière radicale les perspectives de croissance et la prestation efficiente de services publics, et ainsi contribuer à atteindre les [Objectifs du Millénaire pour le développement](#) liés à la lutte contre la pauvreté.

Les besoins sont considérables : la Banque mondiale estime que rien qu'en Afrique subsaharienne, le financement requis se chiffre à 93 milliards de dollars EU par an, dont il manque encore un tiers.

Outre davantage de financement, il faudra pour rattraper le retard sur le plan des infrastructures centrer les efforts sur l'amélioration du mode de sélection et de gestion des projets d'investissements publics. De nombreux pays africains sortent tout juste d'un vaste processus d'allègement de leurs dettes et devront prendre garde aux répercussions des nouveaux financements sur la viabilité de la dette. Cependant, les [nouvelles règles de plafonnement des emprunts](#) du FMI donnent plus de souplesse aux pays dotés de programmes appuyés par le FMI en fonction de leur capacité de gestion de la dette.

Embûches prévisibles

Si la croissance des pays industrialisés avancés et des pays émergents dynamiques est inférieure aux attentes, les effets s'en feront sentir en Afrique. Cela peut être préoccupant parce que la plupart des pays africains doivent encore reconstituer les défenses qui ont permis d'atténuer les retombées de la dernière crise. Il est donc urgent de reconstituer ces défenses.

Bien que globalement les perspectives inflationnistes restent modérées, il y a des risques notables de flambée des cours des produits alimentaires, des combustibles et d'autres produits de base qui pourraient présager une répétition de la flambée des cours alimentaires et pétroliers de 2008, d'ailleurs éteinte par la crise financière mondiale. Au vu de ces risques, il faut poursuivre les efforts en faveur de la politique agricole sur le plan de l'offre et en faveur de dispositifs de protection sociale efficaces sur le plan de la demande.

En dépit des avancées rapides de la dernière décennie, la pauvreté, souvent extrême, reste très répandue en Afrique subsaharienne. Dans beaucoup trop de cas, l'accélération de la croissance ne s'est pas encore traduite par la création d'emplois locaux, l'amélioration de la protection sociale ou une meilleure qualité de vie. De plus, la gouvernance défailante, les capacités administratives limitées ou l'instabilité politique (ou même des conflits ouverts) ont annulé ou inversé la progression du PIB par habitant.

En 2011, le FMI continuera à aider ses pays membres africains à se doter d'une politique macroéconomique et d'un régime de change qui leur permettent de faire face aux flux de capitaux, à gérer la charge de leurs nouvelles dettes et à tirer parti des nouvelles ressources naturelles et des possibilités d'investissements dans les infrastructures.